## Séance publique du 22 janvier 2001

## Délibération n° 2001-6166

commission principale: urbanisme, habitat et développement social

commune (s) : Lyon  $9^{\circ}$ 

objet : Institution d'un droit de préemption renforcé sur divers immeubles en copropriété situés à la Duchère et à Rochecardon

service : Délégation générale au développement économique et international - Direction de l'action foncière -

Service opérationnel - Subdivision nord

## Le Conseil,

Vu le rapport du 4 janvier 2001, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Par délibération en date du 28 septembre 1987, le droit de préemption urbain (DPU) a été institué sur l'ensemble des zones urbaines et des zones d'urbanisation future situées sur le territoire de la ville de Lyon.

Selon les dispositions de l'article L 211-4 -dernier alinéa- du code de l'urbanisme, ce droit de préemption n'est pas applicable à l'aliénation d'un ou plusieurs lots constitués par :

- un seul local à usage d'habitation ou professionnel et d'habitation,
- un tel local et ses locaux accessoires,
- un (ou plusieurs) local (locaux) accessoire(s) d'un tel local,

le tout compris dans un bâtiment soumis au régime de la copropriété depuis plus de dix ans, la date de publication du règlement de copropriété au bureau des Hypothèques compétent constituant le point de départ de ce délai.

Toutefois, cet article précise, dans son dernier alinéa, que ces cessions peuvent être soumises au droit de préemption si le titulaire décide de l'appliquer par une délibération motivée.

Or, le conseil municipal de Lyon a demandé à la communauté urbaine de Lyon d'instituer un droit de préemption urbain (DPU) renforcé sur l'ensemble des copropriétés suivantes :

Nom des copropriétés et nombre de logements	Adresses	Références cadastrales (section 09)
Le Château : 134 logements	120 à 123, rue du Château 69009 Lyon	AT 3
tour panoramique : 106 logements	220, avenue du Plateau 69009 Lyon	AS 14
Les Erables : 204 logements	250 à 255, rue des Erables 69009 Lyon	AS 91
Les Erables: 136 logements	256 à 259, rue des Erables 69009 Lyon	AS 25
La Chaumine : 40 logements	470 à 473, avenue de la Sauvegarde - 69009 Lyon	AR 42

2 2001-6166

330, rue du Doyen Georges Chapas : 40 logements	330, rue du Doyen Georges Chapas : allées A, B, C, D et E 69009 Lyon	AO 23
331, rue du Doyen Georges Chapas : 44 logements	331, rue du Doyen Georges Chapas : allées A, B, et C 69009 Lyon	AO 70
332, rue du Doyen Georges Chapas : 40 logements	332, rue du Doyen Georges Chapas : allées A, B, C, D, E et F 69009 Lyon	AO 21
333, rue du Doyen Georges Chapas : 32 logements	332, rue du Doyen Georges Chapas : allées A, B, C et D 69009 Lyon	AO 69
334, 335, 336, rue du Doyen Georges Chapas: 87 logements	334, rue du Doyen Georges Chapas : allées B et D 69009 Lyon	AO 12
	335, rue du Doyen Georges Chapas : allées B et D 69009 Lyon	
	336, rue du Doyen Georges Chapas : allées A, B, C, D et E 69009 Lyon	
341, 342, rue la Piémente : 112 logements	341, rue de la Piémente allées A, B, C et D 69009 Lyon	AO 72
	342, rue de la Piémente allées A, B, C et D 69009 Lyon	
343, rue la Piémente : 56 logements	343, rue de la Piémente allées A, B, C et D 69009 Lyon	AO 71
344, rue la Piémente : 56 logements	344, rue de la Piémente allées A, B, C et D 69009 Lyon	AO 73
345, rue la Piémente : 56 logements	345, rue de la Piémente allées A, B, C et D 69009 Lyon	AO 33
La Maladière : 192 logements	65, rue de Saint Cyr allées 1, 2, 3, 4 et 5 + allées A, B et C 69009 Lyon	AX 92 AX 11

Ces copropriétés sont implantées dans le périmètre du grand projet de ville (GPV) de la Duchère qui envisage des restructurations lourdes, tant au niveau du bâti (démolition, reconstruction), que des infrastructures de voirie. Par ailleurs, les copropriétés de La Maladière dans le quartier de Rochecardon sont impliquées dans un projet de réhabilitation très lourd sur plusieurs années prévoyant notamment la requalification des espaces extérieurs.

Compte tenu de l'importance des projets de restructuration envisagés dans ces secteurs, il apparaît nécessaire et indispensable pour la collectivité de connaître l'ensemble des mutations des copropriétés concernées ;

Vu ledit dossier;

Vu sa délibération en date du 28 septembre 1987 ;

Vu l'article L 211-4 -dernier alinéa- du code de l'urbanisme ;

Ouï l'avis de sa commission urbanisme, habitat et développement social ;

3 2001-6166

## **DELIBERE**

**Se prononce** favorablement pour l'institution d'un droit de préemption urbain renforcé selon les dispositions de l'article L 211-4 -dernier alinéa- du code de l'urbanisme sur l'ensemble des copropriétés préalablement énumérées.

Et ont signé les membres présents, pour extrait conforme, le président, pour le président,